



FRANCE STRATÉGIE

➔ RÉSEAU EMPLOIS COMPÉTENCES

Conférence annuelle des métiers et des compétences

Zoom sur la rénovation énergétique des bâtiments (REB)

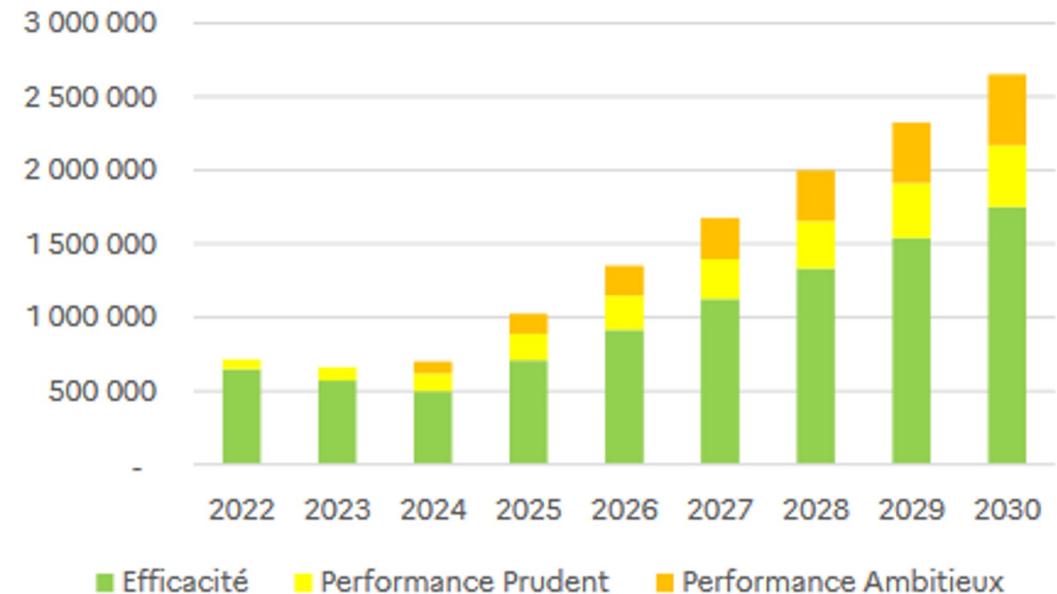
Hélène Garner - France Stratégie

Le bâtiment est un secteur au cœur de la transition écologique parce qu'il est à la fois un émetteur important, un gros employeur et un acteur central de la décarbonation via la rénovation des bâtiments notamment.

Les objectifs du secteur soumis à concertation sont connus à 2030 (CNTE du 22 mai et feuille de route bâtiments du SGPE du 12 juin 2023)

- ❖ des objectifs de rénovation énergétique performante des logements compris entre 270 et 550 000/ an
- ❖ une construction qui baisse de 2 à 18 % par rapport à la moyenne des mises en chantier entre 2010 et 2020

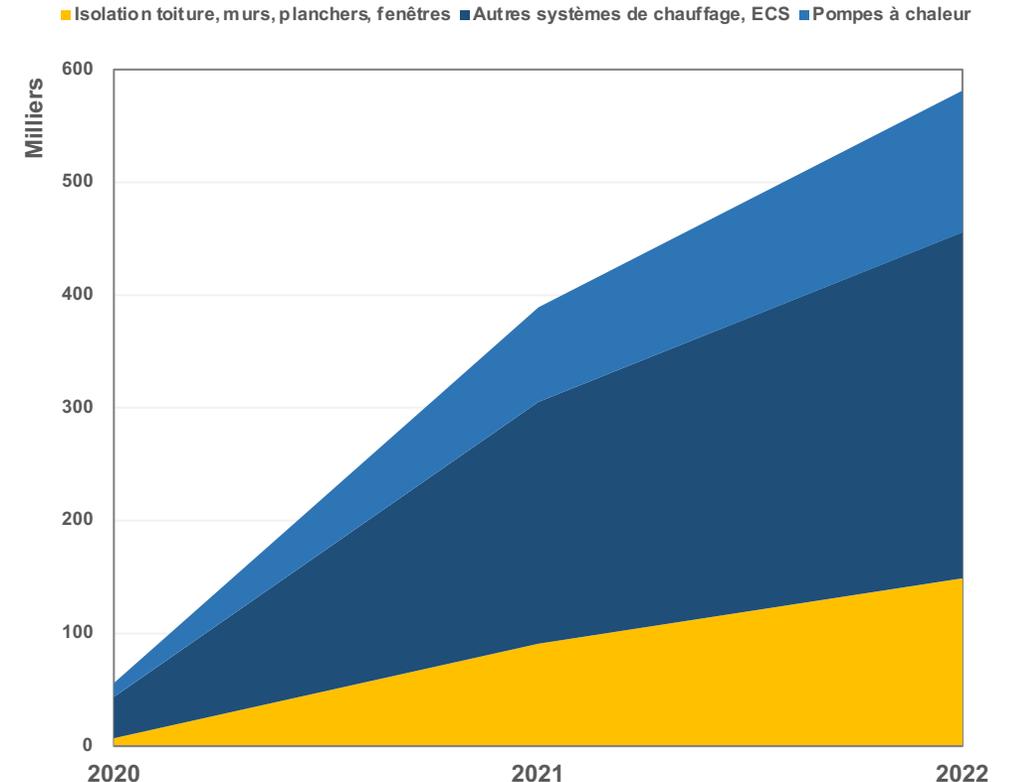
Trajectoire de montée en charge progressive des rénovations énergétiques



.... ÉMAILLÉ D'INCERTITUDES

- ❖ **Des incertitudes sur les besoins en emplois de la REB** dans les projections existantes mais convergence sur le fait que la REB performante générera autour entre 170 000 et 250 000 emplois supplémentaires.
Incertitude porte aussi sur l'évolution de la construction neuve : transferts de compétences ou nouveaux besoins ?
- ❖ **Des incertitudes du côté de la demande déjà bien identifiées** : des aides publiques qui soutiennent jusque récemment la rénovation par acte
→ capacité des aides à solvabiliser les besoins de rénovation performante et globale
- ❖ **Des incertitudes du côté de l'offre** : secteur atomisé composé majoritairement d'artisans et d'entreprises individuelles
→ enjeux d'adaptation de la filière pour être en capacité d'offrir des services de rénovation performante et globale

MaPrimeRénov' par types de travaux 2020/2022



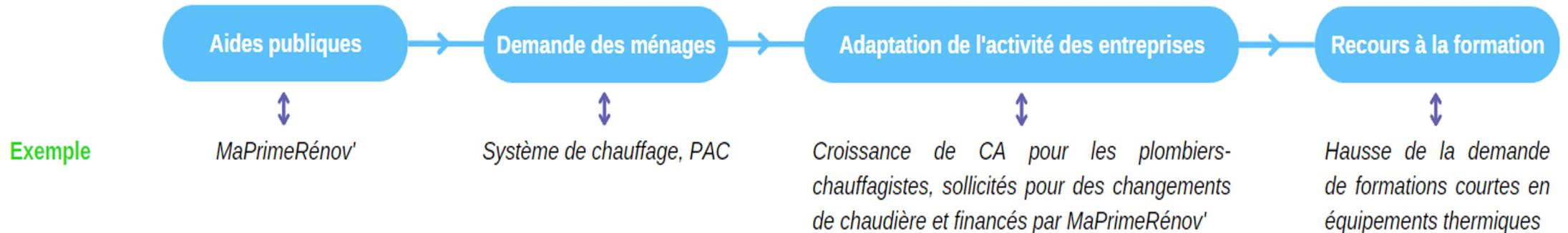
Source : France Stratégie, à partir des données de l'Observatoire national de la rénovation énergétique



Rôle central des politiques d'emploi et de formation car forts enjeux d'anticipation des besoins par métier, et d'accompagnement des entreprises et des salariés pour être au rendez-vous de la massification de la rénovation performante

→ points d'alerte sur les risques et freins à cette massification

« Continuum » à exploiter afin d'orienter les politiques publiques vers de la rénovation performante et globale



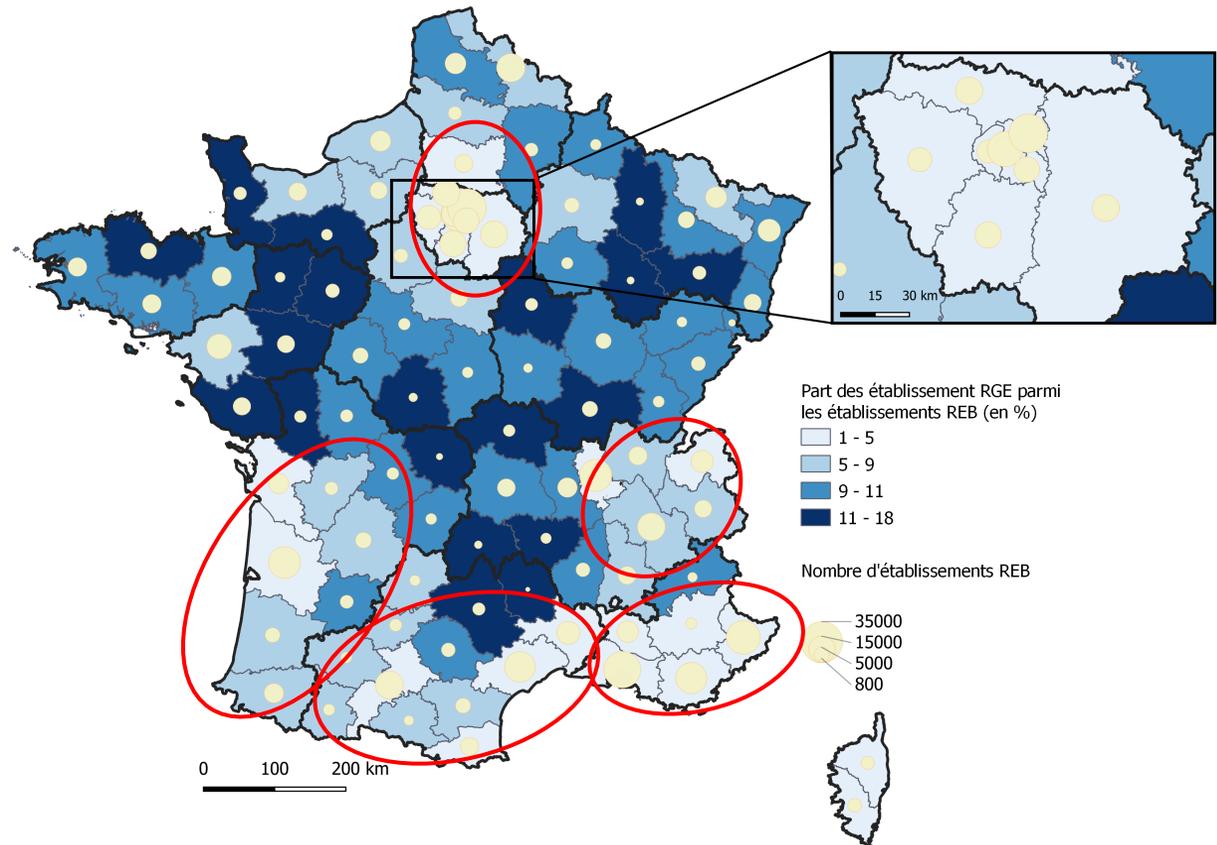
Enjeu 1

Un cadre ambitieux qui implique d'augmenter le socle d'entreprises réalisant des travaux de rénovation énergétique performante

- ❖ Seulement 7% des établissements ayant une activité potentielle de rénovation sont "Reconnu Garant de l'Environnement" (26% des travailleurs couverts).
- ❖ Un taux de labellisation très faible dans les régions caractérisées par une forte proportion d'entreprises individuelles

Accompagnement des entreprises individuelles vers labellisation RGE

Part des établissements « RGE » en 2023 parmi les établissements avec une activité potentielle de REB



Source : France Stratégie, à partir des données de la Direction générale des entreprises et de l'Ademe

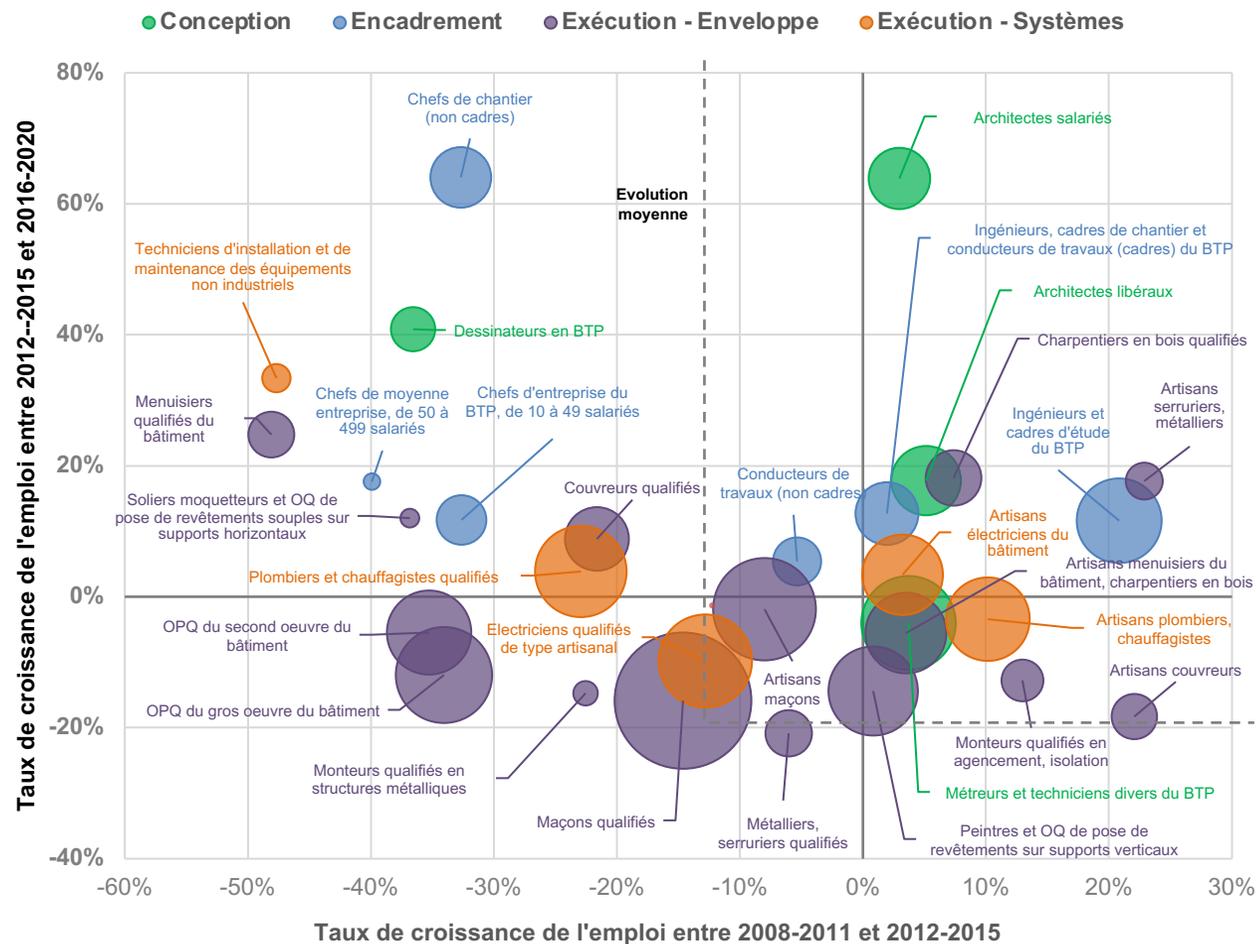
Enjeu 2

Un cadre ambitieux qui implique également d'augmenter la part des travailleurs du bâtiment mobilisés sur des travaux de rénovation

- ❖ Il n'existe pas de statistiques d'observation de l'emploi permettant d'identifier précisément le volume d'emplois mobilisés dans la rénovation énergétique.
- ❖ **1 million de travailleurs "mobilisables", aujourd'hui essentiellement occupés à des travaux hors rénovation énergétique** répartis en 4 familles : conception ; encadrement ; exécution systèmes et enveloppe.

Améliorer la connaissance statistique ; organiser le potentiel transfert des compétences des travailleurs de la construction neuve vers la rénovation

Evolution de l'emploi mobilisable dans la REB par famille de métiers (2008-2020)



Note : la surface des bulles est proportionnelle aux effectifs du métier.
 Champ : France métropolitaine, population en ménages ordinaires, personnes en emploi
 Source : France Stratégie, à partir de l'enquête Emploi de l'Insee (2008-2020)

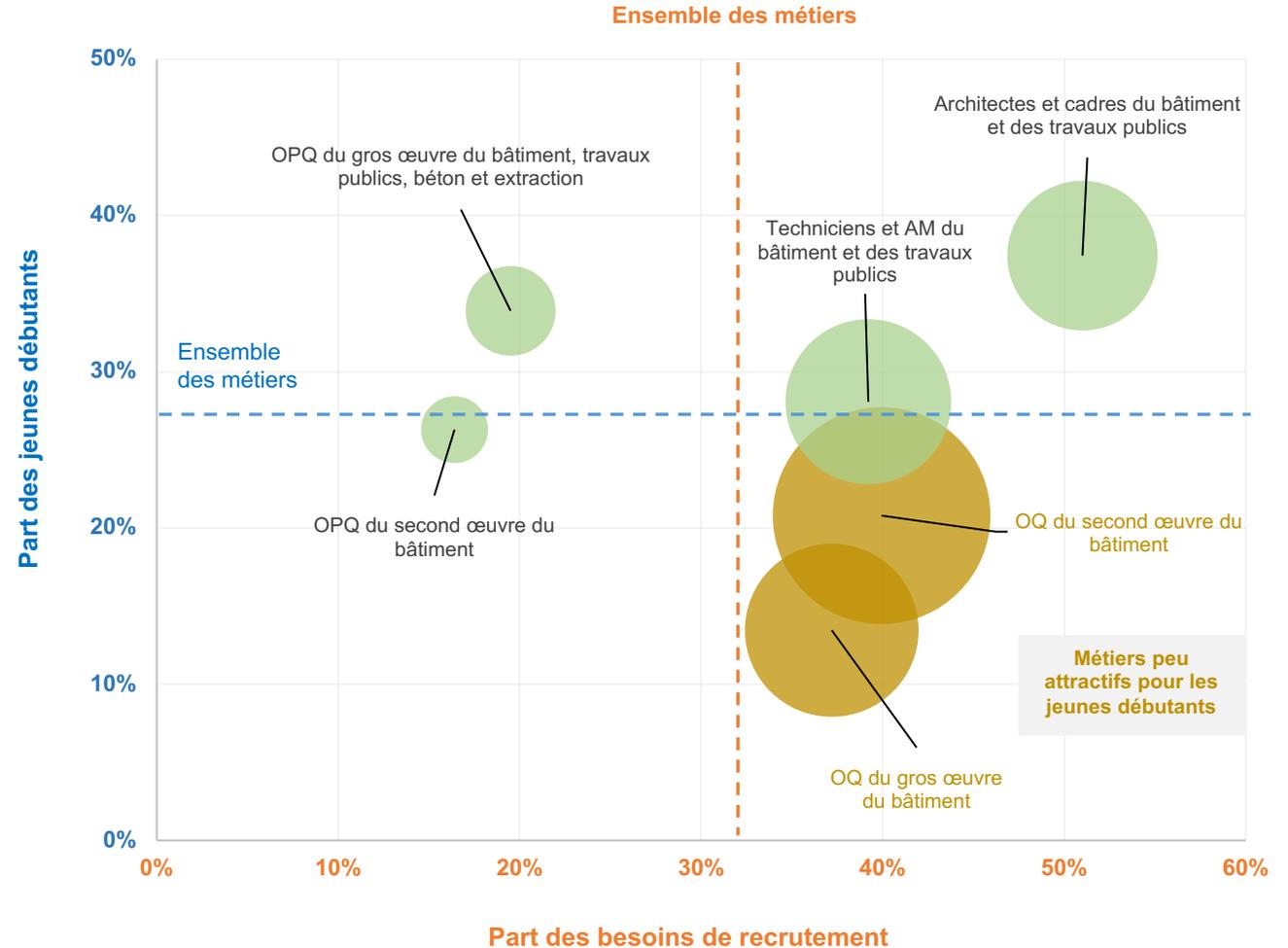
Enjeu 3

Augmenter le vivier de recrutement pour ces métiers

- ❖ Dans le scénario bas carbone, où les créations nettes d'emplois sont plus nombreuses, le déséquilibre est plus prononcé pour certaines professions.
- ❖ Des métiers attractifs pour les jeunes, dont les tensions ne s'aggravaient pas (ouvriers peu qualifiés du gros œuvre et du second œuvre)
- ❖ Des métiers attractifs pour les jeunes, dont les tensions s'aggravaient légèrement (métiers d'architectes et de cadres du bâtiment, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment)
- ❖ **Des métiers peu attractifs pour les jeunes, dont les tensions s'aggravaient fortement (les métiers d'exécution, constitués des ouvriers qualifiés du gros œuvre et du second œuvre)**

Mobiliser le vivier potentiel vers ces métiers en tension, accroître l'attractivité de ces filières et de ces métiers

Besoins de recrutement et jeunes débutants à l'horizon 2030



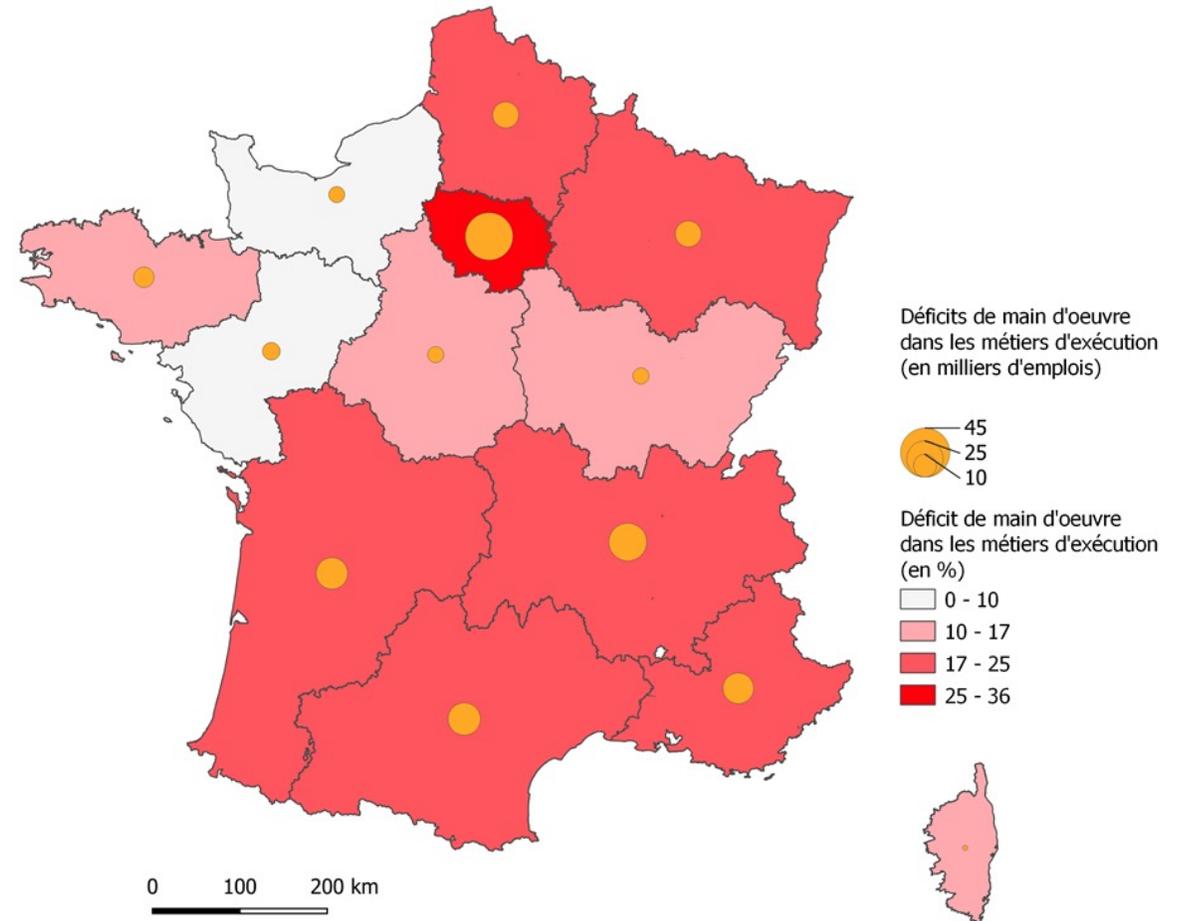
Note: la surface des bulles est proportionnelle aux besoins en recrutement en 2030 (créations nettes & départs en fin de carrière)

Source : France Stratégie/Dares, *Les Métiers en 2030*

Zoom : Un fort enjeu d'attractivité pour les métiers de l'exécution

- ❖ Avec des tensions spécifiques en IDF, dans le Nord Est et dans la moitié sud

Déficits de main d'œuvre dans les métiers d'exécution à l'horizon 2030

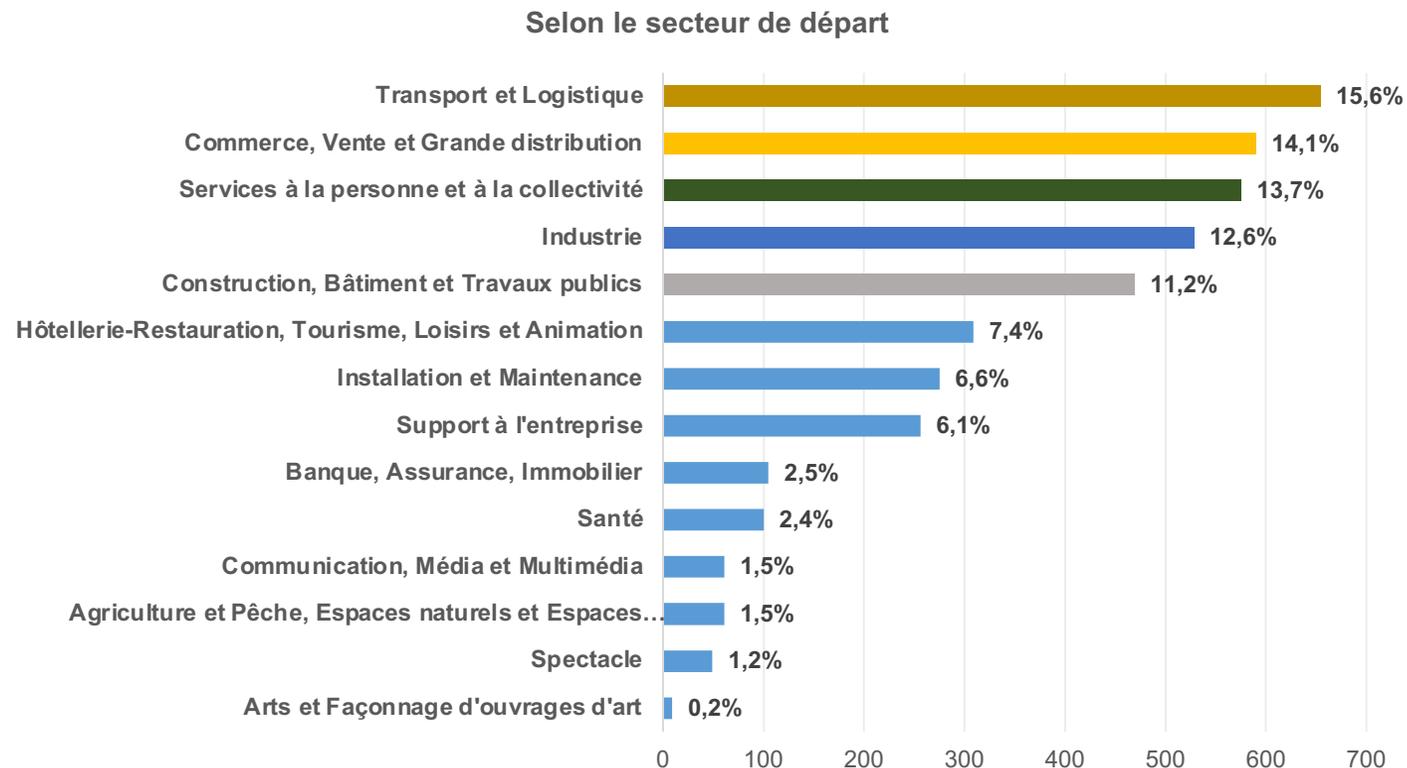


Note : la surface des bulles est proportionnelle aux déficits de main d'œuvre en 2030

Source : France Stratégie/Dares, *Les Métiers en 2030*

Zoom : Les mobilités professionnelles, levier de massification dans les métiers d'exécution ?

Au cours des années 2020 et 2021, environ 38 000 personnes ont bénéficié d'une prise en charge de leur formation dans le cadre d'un Projet de Transition Professionnelle (PTP). **4 200 bénéficiaires se sont orientés vers des métiers de la REB**, principalement au départ des secteurs **Transport & logistique, Commerce, Services à la personne et à la collectivité et Industrie.**



Selon le métier visé

Exécution – systèmes (57%)

- Maintenance d'installation de chauffage
- Installation et maintenance en froid, conditionnement d'air
- Électricité bâtiment
- Installation d'équipements sanitaires et thermiques

Conception et études (24%)

- Contrôle et diagnostic technique du bâtiment
- Dessin BTP et paysage

Autres métiers (19%)

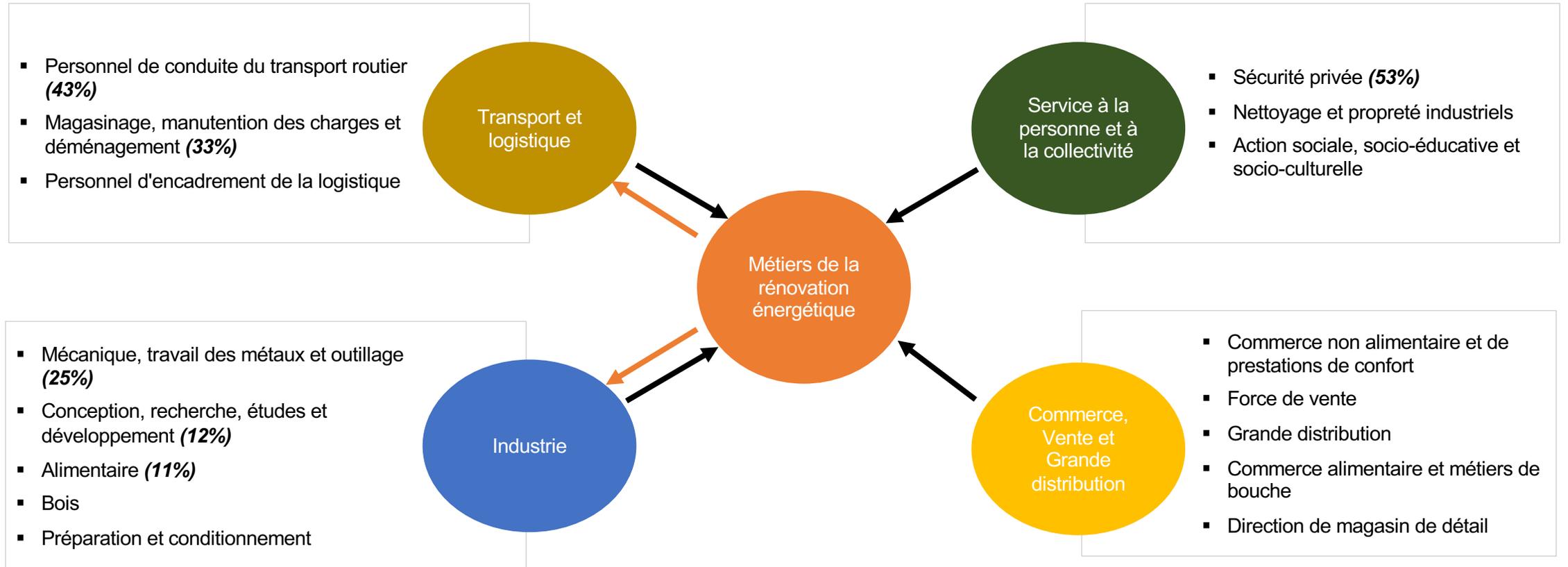
Lecture : 16% des travailleurs en reconversion vers un métier de la REB viennent du secteur du Transport et Logistique

Source : France Stratégie, à partir des données de l'Observatoire des Transitions Professionnelles

Note de lecture : 57% de ces travailleurs en reconversion vers un métier de la REB visent un métier des Systèmes



Zoom : Les mobilités professionnelles, levier de massification dans les métiers d'exécution ?



Lecture : 53% des professionnels des Services à la personne et à la collectivité qui ont engagé un projet de mobilité vers les métiers de la REB, exerçaient dans la Sécurité privée.

Source : France Stratégie, à partir des données de l'Observatoire des Transitions Professionnelles

 Projets de mobilité vers des métiers de la rénovation
 Projets de mobilité au départ des métiers de la rénovation



Levier 1 : Accroître le nombre d'entreprises labellisées RGE

développer des modalités de formation adaptées pour des artisans (VAE, AFEST, formation via le numérique/le virtuel) ; proposer un financement des formations et du manque à gagner pour les artisans ...

Levier 2 : Améliorer l'attractivité des métiers les plus en tensions aujourd'hui et à 10 ans

→ il s'agit à la fois d'attirer de nouveaux travailleurs mais aussi de garder ceux qui y sont aujourd'hui avec une attention particulière sur les métiers d'exécution

développer des possibilités de mobilité horizontale ou ascendante vers ces métiers ; améliorer la qualité des emplois notamment d'exécution ; organiser la 2ème partie de carrière de ces métiers ; élaborer une cartographie des compétences transversales aux métiers du bâtiment ; mieux accompagner les transitions vers ces métiers et les encourager lorsque les travailleurs viennent de secteurs carbonés (transport et industrie) via des financements, ...

Levier 3 : Accroître le nombre de formés en formation initiale pour répondre aux tensions actuelles et futures

→ **en 2023, plus de 500 certifications mènent aux métiers de la rénovation**, avec des taux de pression différenciés par filière mais également par région. Or les besoins ne sont pas identiques au niveau territorial.

faire connaître ces métiers et valoriser leur utilité sociale notamment en matière de TE ; mieux accompagner les alternants et les maîtres d'apprentissage ; adapter l'offre de formation aux spécificités régionales ; diversifier les canaux de recrutement pour attirer de nouveaux profils et réduire l'intensité d'embauches (féminisation, reconversion, DE)

Enjeu 1 : Améliorer la qualité des travaux et la confiance des ménages

- ❖ La question du contrôle se pose sur deux champs :
 - a) la qualité des travaux et la pérennité de la performance ;
 - b) la sécurité des personnes et des biens.
- ❖ Une massification des rénovations risque d'entraîner une massification des fraudes et de la non-qualité.

**Selon les acteurs
auditionnés,**

**1 chantier sur 3
contrôlé**

**présente des non-
conformités**

Le marché va tendre vers une demande de plus en plus forte de garanties de performance énergétique, ce qui nécessite un renforcement :

- ❑ des contrôles, notamment en amont des travaux, tout en s'assurant de l'impartialité des organismes de contrôle
- ❑ du dialogue inter-administrations sur les résultats de ces contrôles, notamment dans le cadre des renouvellements du label RGE
- ❑ des compétences/formations en matière de diagnostic thermique et de contrôle.

Enjeu 2 : Préparer aux métiers émergents liés aux besoins de rénovation globale et performante

Peu de nouveaux identifiés mais 3 métiers émergents en lien avec la rénovation performante

➤ **Coordinateur de travaux de rénovation énergétique**

1 certification inscrite au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) - “Coordinateur en rénovation énergétique bio-sourcée”. 5 sessions de formation sont en cours ou prévues sur l’ensemble du territoire.

➤ **Chef de projet/Chargé d’affaires en rénovation énergétique**

7 certifications au RNCP et 103 sessions de formation continue en cours ou prévues, dont la moitié en Ile de France et en Nouvelle Aquitaine

➤ **Chargé d’accompagnement à la rénovation énergétique (administratif, financier et social)**

Adapter l’offre de formation aux besoins à venir pour ces métiers

Enjeu 3 : Préparer les personnes en emploi et en formation aux nouvelles compétences

On anticipe surtout des recompositions de compétences qui vont toucher des métiers d'exécution comme de conception.

Compétences techniques

Compétences liées à l'autocontrôle en premier niveau et en approfondissement : la mesure, le contrôle et le diagnostic [contrôle de la qualité des travaux : s'assurer de la conformité de la réalisation du chantier par rapport aux objectifs renforcés de coûts, délais, qualité ;

Compétences liées aux matériaux de construction biosourcés (ex : brique monomur en terre cuite) et techniques utilisées (ex : isolation thermique par l'extérieur, installation de pompes à chaleur), dans un contexte où les consignes d'exécution sont de plus en plus complexes ;

Prise en compte des autres gestes de rénovation, connaissance du fonctionnement thermique du bâtiment, des interactions entre les différentes composantes ;

Contrôle de la conformité de la réalisation du chantier, notamment par rapport aux objectifs de gains énergétiques.

Compétences réglementaires

Connaissance de la réglementation technique et thermique (RT 2020, en vigueur et obligatoire pour tous les bâtiments neufs depuis le 1er janvier 2022), de la réglementation sécurité incendie, de la réglementation accessibilité (adaptation au handicap) ... ;

Connaissances des dispositions législatives ou incitatives portant sur les travaux en lien avec l'efficacité énergétique et la rénovation performante.

Compétences transversales

Capacité à communiquer avec les autres corps d'état dans une vision systémique de la rénovation performante ;

Capacité à piloter des projets complexes du fait de travaux sur bâti existant (contraintes liées à l'ancienneté du bâti et aux contraintes architecturales, aux matériaux utilisés à l'origine, aux travaux en milieu occupé) ;

Intégration dans les activités de démarches d'écoresponsabilité (en terme de recyclage de déchets, de santé et de confort des habitants...) ;

Compétences relationnelles pour gérer les relations avec les occupants ;

Capacités de conseil (sur les étapes de rénovation, l'accès aux aides, les obligations juridiques...), et connaissances élargies pour proposer des solutions globales sur la performance énergétique.

Cette recomposition doit être intégrée dans les référentiels

- ❖ **La culture du « neuf » reste prégnante.** Les référentiels métiers et de compétences intègrent aujourd'hui peu les compétences spécifiques à la rénovation et à la rénovation énergétique.
 - On constate un début de prise en compte dans les référentiels métiers de la branche professionnelle de la Construction et une évolution à venir du ROME 4.0, mais principalement sur les métiers de l'enveloppe.
- ❖ **L'évolution des référentiels de certification est en cours mais reste insuffisante** au regard des besoins de rénovation performante et globale qui nécessitent une vision transverse des gestes de rénovation.

Leviers transversaux aux différentes voies de formation (initiale et continue)

- Intégrer de nouveaux blocs de compétences communs dédiés à la gestion des interfaces dans toutes les certifications menant à nos métiers ;
- Développer des modules de sensibilisation à la rénovation globale et performante dans un contexte d'adaptation au changement climatique ;

Leviers pour la formation continue

- Développer des modules additionnels (ou coloration des diplômes) correspondant aux compétences spécifiques de la REB par métier ou par territoire (ex : Formation Complémentaire d'Initiative Locale (FCIL)) ;
- Développer des modalités de formation adaptées pour les salariés et les artisans (VAE, AFEST, formation via le numérique/le virtuel) ; proposer un financement des formations et du manque à gagner pour les artisans ;
- Favoriser le dialogue social interbranches pour anticiper les besoins de formation de la rénovation globale

EN CONCLUSION

A l'issue de ce travail, plusieurs chantiers restent à conduire, certains étant déjà ouverts

- ❖ **Améliorer l'observation statistique du marché de la rénovation énergétique (activités & emplois) → enquête ?**
- ❖ **Orienter les aides publiques vers de la rénovation performante et globale**
 - Dispositions réglementaires et incitatives (mise en place d'un pilier « efficacité » centré sur les modifications de chauffage, hors passoires),
 - Meilleure incitation à la rénovation performante, le cas échéant par étapes (mise en place d'un pilier « performance »), mise en place des circuits de distribution adaptés
 - Montée en puissance du guichet et de l'accompagnateur Rénov'
- ❖ **Accroître la capacité des entreprises à faire des rénovations performantes**
 - Révision label RGE notamment pour favoriser les entreprises individuelles
 - fiabilisation et harmonisation du DPE et de l'audit
 - Appel à projets en cours sur opérateur ensemblier : <https://agirpouurlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres/20230119/operateurs-ensemblers-renovation-oreno>
 - Faire des EDEC des leviers de la REB et plus largement de la décarbonation des filières
- ❖ **Assurer un meilleur suivi de la prise en compte systématique des compétences spécifiques de la rénovation énergétique dans toutes les certifications des métiers du bâtiment**
- ❖ **Développer des innovations en matière de formation continue** pour accroître le taux de recours à ces formations spécifiques → AMI CMA ?
- ❖ **Accroître l'attractivité des filières et métiers de l'exécution** → encourager les transitions professionnelles vers ces métiers ? (cf rapport REC)
- ❖ Suites BUS 2, Assises du bâtiment, Conseil de planification écologique

